

DEKRA Industrial SAS  
AGENCE HAUTS DE FRANCE  
Rue Pierre et Marie Curie  
Zone Artisanale du 14 juillet  
62223 ST LAURENT BLANGY  
Tel : 03.20.16.33.90

Maître d'ouvrage :

MME Mary TRANG

MINISTERE DE LA JUSTICE - DIR SG GRAND  
NORD

32-50 BOULEVARD CARNOT - CS70031  
59043 LILLE CEDEX



## PRHF - ST OMER - TRAVAUX DE MISE EN ACCESSIBILITE

Ouvrage(s) : | CPH

### Rapport Initial de Contrôle Technique en phase Projet

*Annule et remplace le rapport n° 54074179/4 du 24/09/2024*

**Maître d'Ouvrage :**

MINISTERE DE LA JUSTICE - DIR SG GRAND NORD  
32-50 BOULEVARD CARNOT - CS70031  
59043 LILLE CEDEX

Mission concernée :

Hand, L\*, LE, SEI\*, Th

Nature des travaux :

Travaux de mise en accessibilité

**Etabli par :**

SAMIR BENOUAHLIMA

Ingénieur généraliste



**Validé par :**

ALI KHOBZAOU

Ingénieur généraliste



Référence : **54074179/6**

Nombre de pages : 32

Date : 1 octobre 2024

Nota : Se reporter également aux rapports complémentaires suivants

1. Installations Electriques n°54074179/2



\* Activités couvertes par l'accréditation COFRAC

Accréditation n° 3-105

Liste des implantations et portées disponibles sur [www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr)

DEKRA Industrial SAS.

Siège Social : PA Limoges Sud Orange, 19 rue Stuart Mill, CS 70308, 87008 LIMOGES Cedex 1

[www.dekra-industrial.fr](http://www.dekra-industrial.fr) - N°TVA FR 44 433 250 834

SAS au capital de 25 060 000 € - SIREN 433 250 834 RCS LIMOGES - NAF 7120 B



## **SOMMAIRE**

<b>1</b>	<b>DONNÉES GÉNÉRALES .....</b>	<b>3</b>
1.1	OBJET DU RAPPORT .....	3
1.2	IDENTIFICATION DES INTERVENANTS .....	3
1.3	DESCRIPTION DE L'OPÉRATION .....	4
1.4	ÉTENDUE DE LA MISSION ET DU PRÉSENT RAPPORT .....	5
1.5	AVIS DES SERVICES COMPÉTENTS .....	6
1.6	CLASSEMENT .....	6
1.7	FORMULATION DES AVIS .....	8
1.8	LISTE DES DOCUMENTS EXAMINÉS .....	9
<b>2</b>	<b>AVIS SUR LE DOSSIER EXAMINÉ.....</b>	<b>10</b>
2.1	RÉCAPITULATIF DES AVIS ET OBSERVATIONS .....	10
2.2	ALEAS RELATIFS A LA SOLIDITE.....	11
2.3	RISQUE D'INCENDIE DANS UN ERP DU 2 <sup>ème</sup> GROUPE .....	16
2.4	ACCESSIBILITÉ DES CONSTRUCTIONS AUX PERSONNES HANDICAPÉES .....	22
2.5	ALEAS RELATIFS A L'ISOLATION THERMIQUE.....	31



---

# 1 DONNÉES GÉNÉRALES

---

## 1.1 OBJET DU RAPPORT

Le présent rapport a été établi par DEKRA Industrial dans le cadre de la mission Hand + L + LE + SEI + Th de contrôle technique de construction qui lui a été confiée par le maître de l'ouvrage.

Ce rapport rend compte des avis et observations formulés à l'issue de l'examen des documents de conception qui lui ont été fournis.

Lorsque ces documents sont destinés à la consultation des entreprises, il constitue tout ou partie du Rapport Initial de Contrôle Technique tel que prévu à l'article 4.2 de la norme NF P 03 100. La diffusion du présent rapport « in extenso » aux entreprises consultées ou retenues pour la réalisation des travaux est à la charge du maître de l'ouvrage.

## 1.2 IDENTIFICATION DES INTERVENANTS

### DONNEUR D'ORDRE

**MINISTERE DE LA JUSTICE - DIR SG  
GRAND NORD  
32-50 BOULEVARD CARNOT - CS70031  
59043 LILLE CEDEX**

### MAITRE D'OUVRAGE

**MINISTERE DE LA JUSTICE - DIR SG  
GRAND NORD  
32-50 BOULEVARD CARNOT - CS70031  
59043 LILLE CEDEX**

### MAITRE D'ŒUVRE

**AR.T ARCHITECTES  
1 Quai des Salines  
62500 ST OMER**



## 1.3 DESCRIPTION DE L'OPÉRATION

➤ **Adresse du chantier :** 2 rue de l'Ecu d'Artois  
62500 ST OMER

➤ **Nature et objet des travaux :**

### Résumé du programme de travaux

Le programme des travaux prévoit l'extension de la structure vitrée de l'accueil de la CPH ainsi que la mise en accessibilité des cheminements, de l'accueil et des sanitaires au niveau d'accès du public.

### Description du site

**Zone inondable :** non

**Présence d'avoisinant :** non

**Intervention dans l'existant :** oui

**Référence de l'étude géotechnique :** NDK2.N0177

Les fondations préconisées par le géotechnicien sont de type : Fondation profonde; Fondation semi-profonde

En raison de la nature des sols, le géotechnicien n'autorise pas la réalisation de dallage.

**Zone infestée par les termites :** non

### Description des bâtiments

#### CPH

**Nombre d'étages au-dessus du rez-de-chaussée :** 1

**Nombre de niveaux en sous-sol :** 1

➤ **Caractéristiques des ouvrages :**

#### CPH

**Nature des fondations semi-profondes ou profondes :** Micropieux; Puits

**Nature du plancher bas :** Dalle portée sur terre-plein

**Nature des planchers :** Dalles pleines coulées en place

**Nature de la structure métallique :** Poteaux/poutres profilés laminés à chaud

**Nature des façades légères :** Murs rideaux

**Nature de l'isolation :** Isolation Thermique Intérieure



## ➤ Classement des locaux

### Locaux à risques particuliers :

Incendie	Sans objet
Explosion	<p>Sans objet</p> <p>En l'absence de DRPCE (Document Relatif à la Protection Contre les Explosions) ou à minima de l'indication des emplacements dangereux classés en zones et des critères de choix des matériels (caractéristiques minimales requises), il est noté que le Maître d'Ouvrage et le Maître d'oeuvre ne nous ont fait état d'aucune zone à risque.</p> <p>Notre avis ne préjuge donc pas de l'analyse de risque qui pourrait être faite par l'exploitant dans le cadre de son DRPCE.</p>
Choc électrique	Sans objet

### Installations classées :

Néant

## ➤ Description sommaire des installations techniques

### CPH

**Nature des installations de ventilation et de climatisation :** VMC simple flux

**VMC à fonctionnement permanent :** non

**Chauffage :** Individuel

**Nature du fluide caloporteur :** Eau chaude

**Désenfumage des locaux de type :** Naturel

**Désenfumage des circulations de type :** Naturel

**Type d'alarme :** Non précisé

## 1.4 ÉTENDUE DE LA MISSION ET DU PRÉSENT RAPPORT

Les avis que nous exprimons dans ce rapport, le sont pour un ouvrage achevé. Ces avis sont émis pour répondre, dans un cadre normatif ou réglementaire, au projet du maître d'ouvrage.



En l'état actuel du projet, les documents sur lesquels nous nous sommes prononcés correspondent : à des choix de principes constructifs, des mises au point techniques et études préalables à l'émission de documents d'exécution complets et précis.

Avant toute réalisation de partie d'ouvrage, il devra nous être communiqué l'étude d'exécution complète du lot à réaliser, avec toutes les justifications d'usages ou réglementaires. Préalablement le dossier d'exécution aura reçu l'approbation du maître d'œuvre, conformément à la norme NF P 03-100.

Pour nous prononcer valablement sur une étude d'exécution caractérisant l'ouvrage achevé, il est indispensable que l'ensemble des documents définissant la totalité des parties d'ouvrages à réaliser pour le lot concerné nous soit communiqué, conformément à la Norme NF P 03-100.

Les études d'adaptations en cours de travaux (documents indicés successivement), ne seront examinées qu'à titres exceptionnels et justifiés, en effet nos avis émis en cours d'exécution, concernent uniquement en phase réalisation des projets complets et parfaitement aboutis en phase conception.

Dans le cas où, pour des raisons diverses, le mode constructif ou bien le choix de la technique à mettre en œuvre initialement étudié en phase conception changent, nous proposerons au maître d'ouvrage, un avenant à notre mission initiale.

CF page de garde

#### ➤ **Limites d'intervention sur existants :**

Nota: Les diagnostics parasites du bois, les repérages amiante et les diagnostics plomb avant travaux ne relèvent pas des prestations de contrôle technique construction, tel que défini par la loi du 4 janvier 1978 (modifiée par ordonnance du 8 juin 2005).

Il est de la responsabilité du maître d'ouvrage de les diligenter avant le démarrage des travaux.

## 1.5 AVIS DES SERVICES COMPÉTENTS

#### ➤ **Prescriptions du Permis de Construire ou de l'autorisation de travaux**

Les avis des Services Administratifs concernés et notamment ceux de la Commission de Sécurité compétente doivent être impérativement pris en compte .

Les prescriptions particulières annexées au Permis de construire ou à l'autorisation de travaux (avis en date du : 7 novembre 2023) n'ont donné lieu à aucune mesure en atténuation ou en aggravation.

## 1.6 CLASSEMENT

### **CPH**

**Etablissement recevant du public :**

Catégorie : 5

Référence : 54074179/6

PRHF - ST OMER - Travaux de mise en accessibilité du CDP



Type(s) et / ou activité(s) principale(s) : L - Salles à usage d'audition, de conférences, de réunions, de spectacles, ou usages multiples; W - Administrations, banques, bureaux  
Le plancher bas du niveau le plus haut accessible au public se situe à moins de 8 m du niveau d'accès des services de secours.

Présence de locaux à sommeil : non

Etablissement pénitentiaire : non

**Etablissement recevant des travailleurs :**

Le plancher bas du niveau le plus haut accessible se situe à moins de 8 m du niveau d'accès des services de secours.

Cloisonnement de type : Traditionnel

**Classement incendie :**

Source de classement : Permis de construire

Date de l'avis des autorités compétentes : 07/09/2023

Avis favorable de la commission de sécurité

**Effectifs : Total = 121**

Désignation ou niveaux	Mode de calcul	Public	Personnel	Cumul
Tout niveaux (uniquement RdC accessible au public)	Déclaratif	116	5	121

Travaux réalisés avec autorisation (PC, AT, ...) : oui

Date de dépôt (PC,AT,...) : 07/11/2023

Référence de l'autorisation : PC n°0627652300023

**Classement vis-à-vis de l'accessibilité des personnes à mobilité réduite :**

Etablissement recevant du public situé dans un cadre bâti existant.

Etablissement recevant des travailleurs situé dans un cadre bâti existant.



## 1.7 FORMULATION DES AVIS

La signification des abréviations utilisées est précisée ci-après :

- **F : avis favorable**  
Les dispositions techniques de principe envisagées au stade conception sont satisfaisantes. L'avis de principe est formulé sur la base des documents communiqués, sa portée est conditionnée par le degré de précision de ces documents.
- **S : avis suspendu**  
Les dispositions techniques de principe envisagées au stade conception doivent être complétées. Les éléments d'information fournis sont insuffisants pour émettre un avis favorable sur les principes indiqués au CCTP, il y aura donc lieu d'apporter à DEKRA Industrial les compléments d'information nécessaires, faute de quoi notre avis devra être considéré comme défavorable.
- **D : avis défavorable**  
Les dispositions techniques de principe envisagées au stade conception ne sont pas satisfaisantes et doivent être impérativement modifiées.  
Il peut s'agir par exemple d'une disposition non conforme par rapport aux dispositions réglementaires ou aux règles de l'art, ou d'un risque aggravé de sinistralité.
- **SO : sans objet ou non applicable**  
Les dispositions techniques citées dans le référentiel d'examen ne rentrent pas dans le cadre du projet examiné.  
Cet avis est notamment formulé en sécurité des personnes, pour les réaménagements de bâtiments existants pour les parties de l'établissement non modifiées par les travaux
- **PM : pour mémoire**  
La disposition concernée ne donne pas lieu à formulation d'un avis dans le cadre du document fourni au maître d'ouvrage : il s'agit en général d'une définition ou d'un rappel.
- **HM : hors mission**  
La rubrique ou partie de rubrique concernée ne fait pas partie de notre mission. DEKRA Industrial attire l'attention du Maître d'ouvrage et des constructeurs sur ce point.
- **AC : autorités compétentes**  
Les dispositions concernées nécessitent l'accord des autorités compétentes.
- **RS : rapport spécifique**  
La disposition concernée est analysée dans un autre document.

La responsabilité de DEKRA Industrial ne peut être recherchée pour une mauvaise conception ou exécution d'ouvrages dont les documents ne lui ont pas été transmis ou d'ouvrages utilisés pour des destinations qui ne lui ont pas été signalées. Il en est de même pour des dommages liés à la non prise en considération de nos avis.

Les constructeurs seront donc particulièrement attentifs à diffuser leurs documents d'exécution et justificatifs ainsi qu'à prendre en compte les modifications ou dispositions complémentaires que nos avis pourraient révéler nécessaires.

Les résultats des auto-contrôles menés par les constructeurs concernant l'exécution de l'ensemble des ouvrages des différents corps d'état seront à nous transmettre au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

Sur chantier, l'examen des ouvrages et éléments d'équipement est effectué sur les parties visibles et accessibles au moment de l'intervention du contrôleur technique, qui ne procède à aucun démontage ou sondage destructif.





## 1.8 LISTE DES DOCUMENTS EXAMINÉS

NEANT



---

## 2 AVIS SUR LE DOSSIER EXAMINÉ

---

### 2.1 RÉCAPITULATIF DES AVIS ET OBSERVATIONS

Absence d'écart



## 2.2 ALEAS RELATIFS A LA SOLIDITE

### Analyse par ouvrages et éléments d'équipements

POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	AVIS
<p><i>SOLIDITÉ DES OUVRAGES ET ÉLÉMENTS D'ÉQUIPEMENTS INDISSOCIABLES</i></p> <p><b>Définition générale</b> suivant la norme NF P 03-100</p> <p>Obligation des acteurs de l'acte de construire</p>	<p>Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission de base L, sont ceux qui, découlant de défauts dans l'application des textes techniques à caractère réglementaire ou normatif, sont susceptibles de compromettre la solidité de la construction achevée ou celle des ouvrages et éléments d'équipement indissociables qui la constituent.</p> <p>Cette mission de base peut, suivant demande du Maître d'Ouvrage, être complétée par une ou des missions complémentaires relatives à la solidité.</p> <p>Suivant le Code de la construction et de l'Habitation, le contrôleur technique doit s'assurer que les vérifications techniques qui incombent à chacun des constructeurs énumérés à l'article 1792.1 du Code Civil (architecte, BET, entreprises,...) s'effectuent de manière satisfaisante.</p> <p>A ce titre, il est rappelé que les entreprises soumissionnaires doivent présenter dans leur offre, le programme de leurs vérifications techniques comportant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>1 - L'identification du responsable des vérifications techniques.</li><li>2 - Les procédures de vérifications de la validité des documents techniques établis.</li><li>3 - Les procédures de diffusion des documents d'exécution approuvés et de retrait des documents périmés.</li><li>4 - La nature et la fréquence des vérifications techniques concernant l'exécution (fiches d'identification et/ou bons de livraison, fiches de contrôle d'exécution, procès-verbaux d'essais à la charge des entreprises, etc...).</li></ul>	<p>PM</p> <p>PM</p>

POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	AVIS
Expression des avis sur l'ouvrage	Dans le cadre de sa mission, le contrôleur technique est amené à formuler des avis sur l'ouvrage, ou sur des parties d'ouvrage, plutôt que sur des produits isolés. L'appréciation éventuelle portée par le contrôleur technique sur le choix, par le prescripteur, d'un matériau ou d'une fourniture, n'est formulée qu'au regard de la capacité supposée de ce produit à conférer à l'ouvrage les caractéristiques requises. Le prescripteur reste bien sur libre de proposer tout produit similaire bénéficiant de justificatifs techniques équivalents, et ne remettant pas en cause les caractéristiques requises de l'ouvrage. Pour rappel des spécifications communes aux DTU, lorsqu'un DTU demande la mise en oeuvre de produits ou procédés couverts par un avis technique du CSTB, ou un DTA, ou une certification de produit, l'entreprise ne peut proposer de produits variants bénéficiant d'autres modes de preuve, attestés par organismes accrédités ou assimilés, en vigueur dans d'autres pays de l'espace économique européen, que si elle est en mesure d'apporter au maître d'ouvrage tous les éléments de preuve nécessaires à l'appréciation de l'équivalence (au moins un mois avant tout acte constituant un début d'approvisionnement). Il appartient alors au maître d'ouvrage d'accepter ou de refuser l'équivalence du produit proposé.	PM
FONDATIONS / INFRASTRUCTURES / SOUTÈNEMENTS / DALLAGES / EAUX SOUTERRAINES		
Analyse de l'étude de sol	Mail et G2PRO du 06/09/2024 Mary Trang.	F
Fondations semi-profondes: puits, massifs...	La G2PRO nous a été transmise, elle préconise des micropieux.	F
Fondations profondes		F
Dallage		F
Dispositions favorables :	Dalle portée BA	
OSSATURES EN ELEVATION		F



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<i>Dispositions favorables :</i> <b>CLOS COUVERT</b>	Murs de soubassement BA en soutien de la structure métallique vitrée	
<b>Parois extérieures</b> <i>Dispositions favorables :</i>	Structure métallique/façade vitrée	F
Menuiseries extérieures		F
Choix des vitrages		F
<i>Dispositions favorables :</i>	Classement A2 E4 VA2	
Réfection des ouvrages d'étanchéité		F
<b>Couvertures</b> Couverture en petits éléments		F
<i>Dispositions favorables :</i>	Réfection et remplacement des ardoises de synthèse sur la toiture existante.	
<b>Couverture</b> Couvertures en plaques métalliques		F
<i>Dispositions favorables :</i>	Toiture bac acier	
<b>ÉLÉMENTS D'ÉQUIPEMENTS</b>		
<b>Cloisons (distribution - doublage)</b>	Les cloisons distributives non porteuses, dissociables de la structure, ne relèvent pas de la mission de contrôle L. Les cloisons de doublage thermique participant au clos couvert relèvent de la mission de contrôle L (prévention des condensations)	HM
<b>Doublage thermique</b>	Les doublages thermiques participant au clos couvert relèvent de la mission de contrôle L (prévention des condensations).	HM
<b>Revêtements de sol</b>	Les revêtements de sol dissociables de la structure (peut concerner tout revêtement non	HM



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
	scellé ou scellé sur couche de désolidarisation) ne relèvent pas de la mission de contrôle technique L.	
<b>Faux plafonds - plafonds</b>	Les faux-plafonds dissociables de la structure ne relèvent pas de la mission de contrôle technique L, sauf pour les éléments participant au clos-couvert (prévention des condensations)	HM
<b>Menuiseries intérieures</b>	Les éléments dissociables de la structure (non scellés au gros oeuvre..) ne relèvent pas de la mission de contrôle technique L.	HM
<b>Plomberie</b>	Les éléments dissociables de la structure (non encastrés en dalle ni scellés au gros-oeuvre) ne relèvent pas de la mission de contrôle technique L	HM
<b>Chauffage</b>	Les éléments dissociables de la structure (non encastrés en dalle ni scellés au gros-oeuvre) ne relèvent pas de la mission de contrôle technique L.	HM
<b>Ventilation - Climatisation</b>	Les éléments dissociables de la structure (non encastrés en dalle ni scellés au gros-oeuvre ..) ne relèvent pas de la mission de contrôle technique L, sauf ceux participant au clos-couvert (prévention des condensations)	HM



## Analyse par missions

POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<i>SOLIDITE DES EXISTANTS</i>		
Définition générale de la mission	Les aléas techniques que le contrôleur technique a pour mission de contribuer à prévenir sont ceux qui, découlant de la réalisation des ouvrages et éléments d'équipement neufs, sont susceptibles de compromettre, dans les constructions achevées, la solidité des parties anciennes de l'ouvrage.	PM
<i>COMPATIBILITE DU PROGRAMME DE TRAVAUX AVEC L'ETAT DES EXISTANTS</i>		
Constat d'état des lieux, études et diagnostics fournis par le Maître d'Ouvrage	Mail et G2PRO du 06/09/2024 Mary Trang.	F



## 2.3 RISQUE D'INCENDIE DANS UN ERP DU 2ième GROUPE

Arrêté du 25 Juin 1980 livre 1 et arrêté du 22 Juin 1990 modifiés -Etablissement de 5  
ième catégorie

POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<p><b>Livre 1</b> <b>DISPOSITIONS APPLICABLES</b> <b>A TOUS LES</b> <b>ETABLISSEMENTS RECEVANT</b> <b>DU PUBLIC</b></p> <p><i>Chapitre 1</i> <i>CHAPITRE UNIQUE</i></p> <p><b>Section 01</b> <b>Classement des établissements</b></p> <p><b>Article GN 1</b> Classement des établissements</p> <p><b>Section 02</b> <b>Adaptation des règles de sécurité et</b> <b>cas particuliers d'application du</b> <b>règlement</b></p> <p><b>Article GN 6</b> Utilisations exceptionnelles des locaux</p> <p><b>Section 04</b> <b>Travaux</b></p> <p><b>Article GN 13</b> Travaux dangereux</p>	<p>Type W</p> <p>Concerne l'exploitant</p> <p>Concerne l'exploitant des locaux</p>	<p>F</p> <p>PM</p> <p>PM</p>





POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<b>Livre 3</b> <b>DISPOSITIONS APPLICABLES</b> <b>AUX ETABLISSEMENTS DE</b> <b>5EME CATEGORIE</b>		
<i>Chapitre 1</i>		
<b>Article PE 1</b> Objet - textes applicables		PM
<b>Article PE 2</b> Établissements assujettis		PM
<b>Article PE 3</b> Calcul de l'effectif	Effectif déclaré et validé au PC : 121 personnes	F
<b>Article PE 4</b> Vérifications techniques		PM
<i>Chapitre 2</i> <i>Règles techniques</i>		
<b>Section 1</b> <b>Construction, dégagements et gaines</b>		
<b>Article PE 5</b> Structures, patios et puits de lumière		SO
<b>Article PE 6</b> Isolement - parc de stationnement		SO
<b>Article PE 7</b> Accès de secours		SO
<b>Article PE 8</b> Enfouissement		SO
<b>Article PE 9</b> Locaux présentant des risques particuliers	Mail et G2PRO du 06/09/2024 Mary Trang.	F
<b>Article PE 10</b>		



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
A. Stockage et utilisation de récipients contenant de hydrocarbures	Deux dégagements de 3UP + 1UP pour 2 dégagements de 2UP + 1UP exigible.	SO
B. Installations de gaz combustibles		SO
<b>Article PE 11</b> Dégagements		F
<b>Article PE 12</b> Conduits et gaines		SO
<b>Section 2</b> <b>Aménagements intérieurs</b>		
<b>Article PE 13</b>	Faux plafond M1 Claustra bois M1 Sol souple M4	F
<b>Section 3</b> <b>Désenfumage</b>	Salle d'audience non concernée par les travaux de sécurité.	SO
<b>Section 4</b> <b>Installations d'appareils de cuisson destinés à la restauration</b>		SO
<b>Section 5</b> <b>Chauffage, ventilation</b>		
<b>Article PE 20</b> Généralités		PM
<b>Article PE 21</b> Installation d'appareils à combustion		SO
<b>Article PE 22</b> Traitement d'air et ventilation		SO
<b>Article PE 23</b> Installation de ventilation mécanique contrôlée		F



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<b>Section 7</b> <b>Ascenseurs, escaliers mécaniques et</b> <b>trottoirs roulants</b>		SO
<b>Section 8</b> <b>Moyens de secours</b>		
<b>Article PE 27</b> Alarme, alerte, consignes	Mail et G2PRO du 06/09/2024 Mary Trang.	F



## Annexe : Risque Incendie dans les locaux de travail

POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<p><b>CODE DU TRAVAIL</b> <b>R 4216-1 A R 4216-30, ET R 4216-32 A 34</b></p> <p><i>MOYENS DE PREVENTION ET DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE</i></p> <p><u>Article R 4216-30</u></p> <p><b>Article R 4227-28</b> Responsabilité de l'employeur</p> <p><b>Article R 4227-39</b></p> <p>Emargement du registre en phase exploitation</p> <p><b>Article R 4227-40</b> Consignes à communiquer à l'inspecteur du travail</p> <p><i>DISPENSE DE L'AUTORITE ADMINISTRATIVE</i></p> <p><i>Article R 4216-34 Recours possible contre décision</i></p>		<p></p> <p>HM</p> <p>PM</p> <p>HM</p> <p>PM</p>



**ERP 5 ième catégorie - Arrêté du 25 Juin 1980 Articles AM**

POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis



## 2.4 ACCESSIBILITÉ DES CONSTRUCTIONS AUX PERSONNES HANDICAPÉES

**CCH et arrêté du 8 décembre 2014 modifié - Accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public**

POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<b>Code de la Construction et de l'Habitation, titre VI, chapitre IV</b>	Dispositions applicables aux établissements recevant du public existants ou créés dans un cadre bâti existant ou aux installations ouvertes au public existantes.	PM
<b>ARTICLE R. 164-1 DEFINITIONS ET OBLIGATIONS</b>	L'arrêté du 8 décembre 2014 est pris en application pour les demandes de permis de construire et demandes d'autorisations de construire, aménager ou modifier un établissement recevant du public déposées à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2015.	PM
<b>ARTICLE R. 164-2 DISPOSITIONS APPLICABLES</b>	ERP de 5 <sup>ème</sup> catégorie : une partie du bâtiment ou de l'installation assure l'accessibilité des personnes handicapées, une partie des prestations pouvant être fournie par des mesures de substitution. La partie considérée du bâtiment doit être la plus proche possible de l'entrée principale ou d'une des entrées principales et doit être desservie par un cheminement usuel; En cas de modifications dans des parties de bâtiment ou d'installation rendues accessibles conformément aux règles applicables avant le 7 novembre 2014, l'opération est réalisée en assurant la conformité des éléments du bâtiment qui en font l'objet aux règles d'accessibilité prévues par l'article R. 111-19-7 qui leur sont applicables. Il en va de même lorsque les modifications sont réalisées dans les parties de bâtiment ou d'installation qui, situées au même niveau que ces parties accessibles, leur sont contiguës. En cas de modifications dans des parties du bâtiment autres que celles visées aux deux alinéas précédents, l'opération est réalisée en améliorant l'accessibilité pour les personnes présentant une déficience autre que motrice.	PM

POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	AVIS
<p><b>ARTICLE R. 164-3 DEROGATIONS</b></p>	<p><b>Dérogations possibles pour :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- impossibilité technique</li> <li>- contraintes liées à la conservation du patrimoine architectural</li> <li>- disproportion manifeste entre améliorations apportées et leurs coûts, leurs effets sur l'usage du bâtiment et de ses abords ou la viabilité de l'exploitation</li> <li>- refus de la copropriété d'un bâtiment à usage principal d'habitation à la réalisation des travaux de mise en accessibilité d'un ERP existant ou créé dans ce bâtiment.</li> </ul> <p>Dans le cas où l'ERP remplit une mission de service public, nécessité d'une mesure de substitution.</p> <p>Si le bâtiment ou l'installation pour lequel une dérogation a été accordée sur le fondement des dispositions ci-dessus fait l'objet d'une demande de permis de construire ou d'une demande d'autorisation de travaux modifiant l'aménagement ou les équipements objet de cette dérogation, le maintien de celle-ci est subordonné à l'introduction d'une demande à cet effet.</p> <p>En l'absence de demande de maintien de la dérogation ou de nouvelle demande, la dérogation antérieurement accordée est réputée caduque à la date d'ouverture du chantier ou de début des travaux.</p>	PM
<p><b>ARTICLES 2 à 19 DE L'ARRETE DU 8 DECEMBRE 2014 MODIFIE</b></p>		



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	AVIS
<b>GENERALITES</b>	<p>Les obligations définies ci-dessous, sont à respecter afin d'assurer l'accessibilité des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public ainsi que leurs abords.</p> <p>Il est à noter que certains points de la réglementation, visant notamment les handicaps sensoriels, ne font pas encore l'objet de référentiel technique commun précis. Les avis correspondants portés au présent rapport sont donc établis selon l'appréciation propre du contrôleur, au vu des dispositions présentées, sans préjuger d'interprétation contraire.</p> <p>Nous attirons votre attention sur les valeurs dimensionnelles indiquées dans le présent rapport qui sont des valeurs limites : minimales (exemple: largeur de passage, etc.) ou maximales (exemple : degré des pentes, etc.). En conséquence, <b>nous conseillons d'intégrer une tolérance à la conception pour tenir compte des aléas de la réalisation afin d'être assuré du respect de ces valeurs limites réglementaires à l'issue de l'exécution.</b> Nous rappelons que seule la mesure sur l'ouvrage fini comptera.</p>	PM
<b>CHEMINEMENTS EXTERIEURS</b>		
<u>Repérage et guidage</u>		
<b>Signalisation adaptée</b>		F
<b>Revêtement de sol du cheminement</b>		
Soit un repère continu et tactile sur toute sa longueur et visuellement contrasté		F
Si des bandes de guidage sont installées, elles respectent l'annexe 6 de l'arrêté (ou norme NF P 98-352:2015)		F
<u>Caractéristiques dimensionnelles</u>		
<b>Profil en long</b>		F
<b>Profil en travers</b>		F
<b>Espaces à aménager le long du cheminement</b>		
Espace de manoeuvre - demi-tour :		F





POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
Espace de manoeuvre - porte : de part et d'autre de chaque porte ou portillon	Espace non obligatoire devant les portes et portillons automatiques coulissants avec détection, les portes ouvrant uniquement sur un escalier ainsi que pour les portes des sanitaires, douches et cabines d'essayage ou de déshabillage NON ADAPTES.	F
Espace d'usage : devant chaque équipement ou aménagement		F
<u>Sécurité d'usage</u>		
<b>Sol non meuble, non glissant, non réfléchissant et sans obstacle à la roue</b>		F
<b>Les parois vitrées doivent être équipées d'éléments visuels contrastant avec l'environnement immédiat</b>	Concerne les parois vitrées situées sur les cheminements ou en bordure immédiate.	F
<b>Volée d'escalier avec moins de 3 marches :</b>		F
<b>STATIONNEMENT AUTOMOBILE</b>	Les parcs de stationnement intérieur ou extérieur à l'usage du public dépendant d'un ERP ou d'une IOP doivent comporter des places de stationnement adaptées et localisées à proximité d'une entrée, de la sortie accessible, du hall d'accueil ou de l'ascenseur et reliées par un cheminement accessible.	SO
<b>ACCES A L'ETABLISSEMENT OU A L'INSTALLATION</b>	Le niveau d'accès principal au bâtiment doit être accessible en continuité avec le cheminement extérieur accessible.	F
<b>ACCUEIL DU PUBLIC</b>		
<u>Banque d'accueil et mobilier en faisant office</u>		
<b>Utilisable en position debout et assise</b>		F
<b>Permettre la communication visuelle entre les usagers et le personnel</b>		F



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<b>Si nécessité d'utiliser un clavier, lire ou écrire :</b>  Hauteur $\leq 0,80$ m  Prévoir espace vide en partie inférieure ( $p \geq 0,30$ m, $l \geq 0,60$ m, $h \geq 0,70$ m)  Disposition non applicable si accueil situé à un niveau non desservi par ascenseur ou élévateur.		F F
<b>CIRCULATIONS INTERIEURES HORIZONTALES</b>  <u>Caractéristiques dimensionnelles</u>  <b>Profil en long</b>  Horizontal et sans ressaut (tolérances : ressaut à bords arrondis ou chanfreinés avec une hauteur $\leq 2$ cm. H peut être portée à 4 cm si le ressaut comporte sur toute sa hauteur une pente $\leq 33\%$ )  Si dénivellation, le plan incliné $\leq 6\%$ (tolérances : pente $\leq 10\%$ sur une longueur $\leq 2$ m et pente $\leq 12\%$ sur une longueur $\leq 0,50$ m)  Un palier de repos  <i>Horizontal au dévers près de 3%</i>  <i>Dimensions: 1,20 x 1,40 m</i>  <i>En haut et en bas de chaque plan incliné</i>  <i>Pente <math>\geq 5\%</math>, un palier tous les 10 m</i>  Ressauts successifs tolérés si :  <b>Profil en travers</b>  Largeur $\geq 1,20$ m, hors obstacles  Dévers $\leq 3\%$		F       F       F F F  F  SO    F  F



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<b>Espaces à aménager le long du cheminement</b> (horizontaux au dévers près de 3%)		
Espace de manoeuvre - porte : de part et d'autre de chaque porte ou portillon	Espace non obligatoire devant les portes ouvrant uniquement sur un escalier ainsi que pour les portes des sanitaires, douches et cabines d'essayage ou de déshabillage NON ADAPTES. Espace non obligatoire dans les étages non accessibles aux personnes circulant en fauteuil roulant.	F
Espace d'usage : devant chaque équipement ou aménagement	Espace non obligatoire dans les étages non accessibles aux personnes circulant en fauteuil roulant.	F
<u>Sécurité d'usage</u>		
<b>Sol non meuble, non glissant, non réfléchissant et sans obstacle à la roue</b>		F
<b>Trous ou fentes avec une largeur ou diamètre &lt; = 2 cm</b>		F
<b>Si le cheminement est bordé à une distance &lt; 0,90m par une rupture de niveau &gt; 0,40m, alors nécessité d'un dispositif de protection</b>		F
<b>La partie arrière d'un escalier non fermée doit comporter un rappel tactile au sol au niveau des parties &lt; 2,20 m</b>	Claustra bois prévu sous la hauteur de l'escalier	F
<b>Dispositif d'éclairage</b>	Le dispositif d'éclairage doit répondre aux exigences du § ECLAIRAGE ci-après.	F
<b>CIRCULATIONS INTERIEURES VERTICALES</b>		SO
<b>TAPIS ROULANTS, ESCALIERS ET PLANS INCLINES MECANQUES</b>	Si le cheminement courant se fait par un tapis roulant, un escalier mécanique ou un plan incliné mécanique, il doit être doublé par un cheminement accessible non mobile ou par un ascenseur.	SO



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<b>REVETEMENTS DES SOLS, MURS ET PLAFONDS</b>		
<b>Tapis posés ou encastrés</b>		
Dureté nécessaire pour ne pas gêner la progression des fauteuils	Pour prise en compte : le tapis posé ne devra pas gêner la circulation des fauteuils roulants	F
<b>Respect des valeurs réglementaires de temps de réverbération et de surface équivalente de matériaux absorbants ou à défaut, aire d'absorption équivalente représentant au moins 25% de la surface au sol des espaces réservés à l'accueil, à l'attente du public et aux salles de restauration.</b>	Les fiches techniques avec les qualités acoustiques des revêtements et éléments absorbants participant au confort phonique des espaces réservés à l'accueil, à l'attente du public et aux salles de restauration seront à nous transmettre.	PM
<b>PORTES, PORTIQUES ET SAS</b>	Les portes, battantes ou automatiques, situées sur les cheminements doivent pouvoir être utilisées sans danger. Toutefois, lorsqu'un dispositif rendu nécessaire du fait de contraintes liées notamment à la sécurité ou à la sûreté s'avère incompatible avec les contraintes liées à un handicap ou à l'utilisation d'une aide technique, notamment dans le cas de portes à tambour, tourniquets ou sas cylindriques, une porte adaptée est installée à proximité de ce dispositif.	PM
<b>LOCAUX OUVERTS AU PUBLIC, EQUIPEMENTS ET DISPOSITIFS DE COMMANDE</b>		
<u>Repérage</u>		
<b>Equipements et mobiliers :</b> par un éclairage particulier ou un contraste visuel		F
<b>SANITAIRES</b>		



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	AVIS
<u>Nombre</u>		
<b>1 cabinet d'aisances par niveau accessible</b> (si sanitaires prévus pour le public)	Disposition non applicable aux hôtels ne proposant que le service du petit déjeuner.	F
<b>Si présence de lavabos, miroirs, distributeur de savon, sèche mains, patères alors 1 par groupe accessible</b>		F
<u>Caractéristiques dimensionnelles</u>		
<b>Espace d'usage :</b> accessible par une personne en fauteuil roulant et situé latéralement à la cuvette et hors débattement de porte		F
<b>Espace de manoeuvre (demi-tour) :</b> à l'intérieur du cabinet d'aisances (à défaut à l'extérieur)	Dans le cas où cet espace de manoeuvre avec possibilité de demi-tour est situé à l'extérieur du cabinet d'aisances adapté, il est situé devant la porte ou, à défaut, à proximité de celle-ci. Un espace de manoeuvre de porte est nécessaire devant celle-ci.	F
<u>Atteinte et usage</u>		
<b>Le cabinet d'aisances adapté comporte :</b>		
Dispositif de fermeture de la porte		F
Lave-mains : plan supérieur à une hauteur < = 0,85 m		F
Surface assise de la cuvette : hauteur comprise entre 0,45 et 0,50 m, abattant compris	Pour prise en compte : surface d'assise des toilettes sera comprise entre 0,45 et 0,50m.	F
Barre d'appui latérale :		
<i>Hauteur comprise entre 0,70 et 0,80 m</i>	Pour prise en compte : la hauteur de la barre d'appui sera comprise entre 0,70 et 0,80m	F
<i>Supporte le poids d'un adulte</i>		F
<b>Lavabo adapté :</b>		
Espace vide en partie inférieure :		F



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<p>profondeur <math>\geq 0,30</math> m, largeur <math>\geq 0,60</math> m et hauteur <math>\geq 0,70</math> m</p> <p>Accessibilité en position assise de la robinetterie</p> <p><b>SORTIES</b></p> <p><u>Repérage</u></p> <p><b>Repérage possible en tout point :</b></p> <p>Soit par une signalétique adaptée différente de celle des issues de secours</p> <p><b>ECLAIRAGE</b></p> <p><b>Valeurs moyennes d'éclairement mesurées au sol en tenant compte des zones de transition entre les tronçons d'un parcours</b></p>		<p>F</p> <p>F</p> <p>SO</p>



## 2.5 ALEAS RELATIFS A L'ISOLATION THERMIQUE

**Arrêté du 28 décembre 2012 relatif aux caractéristiques thermiques et aux exigences de performance énergétique des bâtiments nouveaux et des parties nouvelles de bâtiments à usage autre que ceux concernés par l'article 2 du décret du 26/10/10**

POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	AVIS
<b>Règlementation applicable</b>	Le projet est soumis à l'arrêté du 28 décembre 2012 relatif aux caractéristiques thermiques et aux exigences de performance énergétique des bâtiments nouveaux et des parties nouvelles de bâtiments à usage autre que ceux concernés par l'article 2 du décret du 26/10/10.	PM
<b>Caractéristiques thermiques des matériaux et équipements mis en oeuvre</b>		
<b>Chauffage</b>		
Emetteurs		
Radiateurs à eau chaude		F
<b>Ventilation</b>		
Généralités	Dans le cas des bâtiments ou parties de bâtiment à usage autre que d'habitation, la ventilation des locaux ou groupes de locaux ayant des occupations ou des usages nettement différents doit être assurée par des systèmes indépendants.	PM
Systèmes mécanisés spécifiques	Dans le cas de systèmes mécanisés spécifiques de ventilation, tout dispositif de modification manuelle des débits d'air d'un local doit être temporisé.	PM
VMC simple flux		F
<b>Eau Chaude Sanitaire</b>		



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
Chauffe-eau électrique		F
<b>Confort d'été</b>		
Protections solaires	Les baies de tout local destiné au sommeil et de catégorie CE1 (non climatisé) sont équipées de protections solaires mobiles.	PM
Ouverture des baies		
Généralités	Sauf si les règles d'hygiène ou de sécurité l'interdisent, les baies d'un même local autre qu'à occupation passagère et de catégorie CE1 (non climatisé) s'ouvrent sur au moins 30 % de leur surface totale.	PM
Exception	Cette limite est ramenée à 10 % dans le cas des locaux pour lesquels la différence d'altitude entre le point bas de son ouverture la plus basse et le point haut de son ouverture la plus haute est égale ou supérieure à 4 mètres.	PM
<b>Eclairage</b>		
Généralités	Tout local doit être équipé d'un dispositif d'allumage et d'extinction de l'éclairage manuel, ou automatique en fonction de la présence.	PM